



Institute for
Research on
Public Policy

Institut de
recherche
en politiques
publiques

Pour diffusion immédiate – Le 30 septembre 2008

COMMUNIQUÉ

La question du pouvoir de dépenser reste en suspens Tous les efforts visant à réduire le pouvoir de dépenser d'Ottawa se sont révélés infructueux

Montréal – Dans le discours du Trône de 2007, le gouvernement conservateur de Stephen Harper avait promis une loi limitant le pouvoir de dépenser d'Ottawa pour les nouveaux programmes à frais partagés de compétence exclusivement provinciale. Mais cette loi n'a pas été déposée avant les élections et la question ne risque guère d'être réglée avant longtemps, selon une nouvelle publication de l'Institut de recherche en politiques publiques (IRPP).

Cette édition spéciale de la série *Enjeux publics* regroupe deux études intitulées « The Spending Power Revisited: Can Open Federalism Bridge the Divide between Quebec and the Rest of Canada? », de Hamish Telford, et « The Spending Power and Federal Social Policy Leadership: A Prospective View », de Peter Graefe, de même que le compte rendu de Keith Banting d'une table ronde parrainée par l'IRPP qui a réuni spécialistes et intervenants pour débattre de la question.

L'étude de Hamish Telford examine deux options : une « charte sociale » inscrite dans la Constitution qui valoriserait l'universalité de la notion de citoyenneté chère à de nombreux Canadiens, sans utilisation à grande échelle du pouvoir de dépenser d'Ottawa ; et un accord intergouvernemental permettant au Québec de se retirer des programmes sociaux à frais partagés avec compensation inconditionnelle. L'auteur est toutefois peu optimiste quant aux chances de voir adopter l'une ou l'autre de ces options dans un avenir prévisible.

De son côté, Peter Graefe observe que certains nationalistes québécois jugent encore trop intrusives les initiatives de politiques sociales d'Ottawa, tandis que les centralistes estiment plutôt que le gouvernement fédéral a perdu une grande partie de l'influence qu'il devrait pouvoir exercer. Les processus intergouvernementaux pourraient être adaptés en fonction de ces critiques, croit l'auteur, qui propose d'accentuer l'asymétrie des programmes en faveur du Québec et de créer des tribunes plus efficaces pour la mise en commun des priorités et des innovations.

« Trouver la formule magique qui permettrait une réconciliation à l'échelle du pays reste un énorme défi », conclut pour sa part Keith Banting.

On peut télécharger sans frais cette édition spéciale d'*Enjeux publics* au www.irpp.org.

-30-

Pour plus de détails ou pour solliciter une entrevue, prière de s'adresser à l'IRPP.

Pour recevoir le bulletin mensuel de l'Institut par courriel, veuillez vous abonner au service de diffusion électronique à l'adresse www.irpp.org.

Contact : Kate Shingler, tél. (514) 787-0737; courriel : kshingler@irpp.org